

Journal: <i>Boletim Franca</i>	N.º <i>51</i>
Data: <i>13.11.89</i>	Loc.

Portugal : la droite à l'assaut du pouvoir

Centristes et sociaux-démocrates
veulent démontrer, le 2 décembre,
qu'ils peuvent constituer une majorité.
La gauche est sur la défensive

La campagne électorale pour les élections législatives intérimaires du 2 décembre a commencé à travers tout le Portugal. Bien que l'enjeu de ce scrutin soit limité, puisqu'il ne remplace pas celui qui doit avoir lieu l'automne prochain, à la fin de la première législature, et que l'Assemblée qui sortira des urnes le 2 décembre n'aura que des pouvoirs restreints, les partis politiques cherchent à en faire une épreuve décisive.

POUR la première fois, la droite et le centre se sont réunis dans une Alliance démocratique qui regroupe les sociaux-démocrates (PSD), les centristes (CDS), les monarchistes et les réformateurs (groupe dissident du PS et du PSD). Ils prétendent ainsi franchir la barre des 50 % afin de constituer un gouvernement appuyé sur une majorité.

Les communistes, de leur côté, ont réuni tous leurs compagnons de route et, forts de leur Alliance du peuple uni, espèrent démontrer que l'électorat ne vire pas à droite comme on le croit de plus en plus fréquemment. Les socialistes restent les seuls à ne compter que sur eux-mêmes.

Ils jouent désormais leur crédibilité : avec 35 % des voix en 1976, ils avaient pu se réclamer jusqu'ici de l'auto-

rité que leur conférait leur position de premier parti portugais. Mais, selon les estimations, assez toutes certes puisque les sondages sont interdits, le PS devrait perdre aussi bien sur sa droite que sur sa gauche, la pratique du pouvoir lui ayant causé du tort.

Dans un climat très animé, la gauche et la droite n'hésitant pas à user d'insultes l'une contre l'autre, la seule chance de l'Alliance démocratique et en particulier de son principal animateur, Francisco Sa Carneiro, est qu'ils n'ont cessé de jouer à quelques exceptions près, le rôle d'opposition depuis la révolution de 1974.

Leur homme, Antonio Spínola, ayant été évincé dès la fin de 1974, ils se présentent comme « innocents » des « erreurs » commises durant ces cinq ans.

